

Marcher autour de la ville

Yvan Detraz

DANS **HERMÈS, LA REVUE** 2023/1 (N° 91), PAGES 145 À 149
ÉDITIONS **CNRS ÉDITIONS**

ISSN 0767-9513

ISBN 9782271142313

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2023-1-page-145.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour CNRS Éditions.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Yvan Detraz

Association bordelaise « Bruit du frigo »

Marcher autour de la ville

Anne Lehmans : Yvan Detraz, vous êtes l'un des fondateurs et le président de l'association bordelaise Bruit du frigo. Quelle est votre histoire et la raison d'être de l'association ?

Yvan Detraz : Bruit du Frigo, c'est une aventure qui a démarré au milieu des années 1990 en réaction contre l'enseignement de l'école d'architecture, trop déconnecté du réel et du quotidien des gens. En tant qu'étudiants, nous avions envie d'aller à la rencontre des autres, de comprendre comment les gens vivent la ville, l'habitent, quelles sont leurs envies, leurs rêves, leurs colères. En mettant les pieds dans la rue, nous avons réalisé que nous resterions sur ce terrain, qu'il y avait quelque chose à inventer, des projets et des actions à l'interface entre la société civile et les projets architecturaux, urbains et politiques. Nous essayons de recoudre des liens entre les acteurs de la ville, ceux qui décident, ceux qui fabriquent, ceux qui pensent et ceux qui habitent, de renverser l'ordre des choses et les systèmes de pouvoir. Nous essayons de trouver des contextes où de donner aux habitants une grande capacité d'inflexion et d'action sur leur propre cadre de vie, notamment par le biais de chantiers participatifs. Notre sujet, ce n'est pas tant l'architecture que l'espace public, l'endroit où

l'on vit ensemble, où l'on se retrouve. On fabrique collectivement l'endroit où l'on fait société. En même temps, un système normatif de plus en plus strict fait qu'on arrive à des situations où les mêmes matériaux se retrouvent partout, les mêmes ambiances, les mêmes mobiliers urbains, les mêmes usages... Nous essayons de montrer qu'il y a d'autres approches possibles, d'autres manières de faire, et que l'enjeu aujourd'hui, c'est de réinscrire de la permisivité dans la question de l'espace public en termes d'usages et d'aménagements.

AL : Vous avez travaillé autour de projets éducatifs. Cette expérience de la marche avec des élèves a-t-elle été importante ?

YD : Nous sommes parvenus à travailler dans des situations concrètes, avec les habitants, sur la base d'une expérience de plusieurs années avec les enfants. Par exemple, il nous est souvent arrivé de choisir une zone, avec une classe, et d'inventer des protocoles de dérives, un peu dans l'esprit situationniste. Tout ça pour amener des élèves à explorer un lieu, à le comprendre, à le décrypter. On inventait des protocoles ludiques pour que, tour à tour, les élèves deviennent guides, établissent des dispositifs de

rencontres, de questionnement. On proposait de choisir une personne aléatoirement, de la suivre, de noter ce qu'elle faisait et d'en tirer des déductions à la manière d'un détective. Tout ça était restitué dans des petites histoires, des photomontages, des collages, à partir de cette pratique de la marche. Quand on travaille avec des enfants, on est avec eux, dans l'espace public. Quand on démarrait un atelier avec des classes, on leur disait qu'on ne venait pas leur apprendre des choses, mais les inclure comme des chercheurs dans notre laboratoire de quartier, qu'ils soient vraiment dans l'esprit d'un labo de recherche, où on est tous excités de chercher, de creuser des sujets, des questions, d'explorer des endroits... C'est vraiment dans cet esprit-là qu'on a commencé, et pour répondre à toutes nos questions, on avait besoin d'aller rencontrer les gens. Avec les classes d'accueil d'élèves primo-arrivants allophones, ça a été un déblocage total sur la question du langage, de l'oralité. En classe, ils étaient tétanisés par la question de la langue. Alors que dans l'espace public, au bout de trois mois, ils couraient après les gens pour leur poser des questions. Ils étaient complètement désinhibés, même s'ils ne parlaient pas bien, ils se débrouillaient avec quelques mots de vocabulaire.

AL : Dans quelle mesure la marche participe-t-elle de cette appréhension de l'espace public que sont la ville et sa périphérie ?

YD : La marche est en filigrane dans tout ce que nous faisons. Je me suis toujours intéressé à la question d'arpenter le territoire, pendant mes études, mais aussi dans les actions de marches urbaines, de dérives, d'exploration du territoire. J'avais choisi ce sujet pour travailler la question du périurbain, cet espace monumental, gigantesque, insaisissable, issu de l'urbanisme du xx^e siècle. Autour des villes, cette couronne qui constitue une nappe d'aménagements un peu fragmentée, chaotique, constituée de voies rapides, de zones industrielles, de zones d'activités,

zones commerciales, pavillonnaires, juxtaposées plus ou moins les unes à côté des autres. Cet urbanisme qui échappe aux architectes, est un urbanisme d'investisseurs, de promoteurs, c'est celui d'une ville privée, pas du tout pensée, planifiée, avec architectes et urbanistes aux commandes. Quand on regarde, par exemple, même au début des années 1990, la carte de Bordeaux, on s'aperçoit qu'au moins 50 % du territoire, c'est la périphérie. C'est quasiment aussi la moitié des habitants. On a longtemps eu une vision très parcellaire de tout ça, très fragmentaire, parce que tout le monde prend la rocade, les gens ont des amis qui habitent dans des lotissements, on va faire ses courses, on va à Ikea. Est-ce que cet urbanisme contribue encore à fabriquer de l'espace public, est-il continu, structurant, gratuit, accessible à tous, ce qui est la condition de l'espace public historique depuis des siècles ?

L'urbanisme contemporain semble avoir rompu avec cette tradition historique de la ville, mais en même temps, il a généré une autre forme d'espace involontaire, à travers les espaces délaissés, tous ces lieux rebuts, tous ces rejets urbains, ces interstices entre les plaques, entre toutes ces zones, entre tous ces lieux aménagés. Il y a un retrait important vis-à-vis des routes, parce qu'entre deux zones, il faut toujours laisser des espaces tampons. On se retrouve avec des espèces de réseaux involontaires d'espaces de nature, où la végétation se déploie sans contrainte. Et tous ces espaces mis bout à bout constituent en puissance un réseau susceptible de porter les mêmes valeurs qu'un réseau d'espaces publics. La seule façon de l'appréhender, c'est la marche.

Je suis parti trois mois marcher comme un explorateur, avec un carnet de notes, une carte IGN, un appareil photo, pour cartographier ces réalités-là. Ça a donné une carte qui n'est pas exhaustive mais qui essaie de démontrer la continuité de tous les espaces délaissés. On y retrouve des éclats d'espaces autour d'infrastructures routières ou d'aménagements comme les centres commerciaux, un méandre vert qui traverse tout le territoire. J'ai dressé une

typologie de tous ces lieux. Ce qui est important à retenir dans cette carte, c'est qu'elle dessine un réseau potentiel et qu'on peut faire le tour de Bordeaux à pied, en ne passant que par les coulisses de la ville, par ces espaces interstitiels oubliés.

Ma méthode, comme un archéologue, c'était de découper la carte de Bordeaux en carrés qui correspondaient chacun à peu près à une journée de marche. Tous les jours, je prenais le bus et j'allais explorer un carré avec comme repères la carte IGN et une vieille photo aérienne. À partir de ces deux données, j'essayais de trouver un peu les blancs dans la carte, d'y rentrer et de passer d'un blanc à un autre en parcourant le moins de distance possible dans la ville constituée pour vérifier cette hypothèse de la continuité. Cette expérience a été pour moi assez fondatrice. J'ai réalisé que mon sujet, c'était la marche. C'est ma technique, mais ça devient mon sujet. Si on se dit qu'on peut réinventer un espace public à partir de ces espaces délaissés, on doit aussi se poser la question de leurs usages. On ne peut pas se contenter d'y transposer les usages du centre-ville. Il fallait inventer de nouveaux usages pour ce nouvel espace public. Pour moi, l'usage le plus évident, le plus immédiat, c'est celui de la marche.

On est dans un territoire d'explorations, de randonnées, de grandes randonnées, sur des échelles considérables. Faire le tour de Bordeaux, c'est huit jours à pied. J'ai travaillé sur l'idée de considérer tous ces territoires, cette réalité invisible révélée, à travers la constitution d'une armature d'espaces publics que j'ai appelée « les terres communes » intégrées à l'ossature qui préexistait (parcs, réseaux de pistes cyclables...). Il était donc question de créer des sentiers, des refuges, des signalétiques, des points d'arrêt, d'observation, des zones de pique-nique... Donc tout un vocabulaire d'aménagements qui accompagnerait cette possibilité de la marche périurbaine, ce qui était une pratique totalement inexistante à l'époque.

AL : Dans quelle mesure est-ce que la marche permet d'aller à la rencontre de l'autre ?

YD : Le fait de marcher, de créer cette continuité, de relier tous ces territoires par la marche, ces territoires fragmentés, procure un plaisir considérable à travers la découverte de paysages incroyables, de rencontres avec les habitants, et je voulais partager absolument cela. On a pu tester les premières randonnées collectives au début des années 2000. Marcher deux ou trois jours dans ces lieux redessine aussi une géographie mentale de la ville. On a fait des flyers qu'on disséminait partout dans Bordeaux en donnant rendez-vous, par exemple, dans une friche dans laquelle on se retrouvait à plus de cent parfois. On voulait qu'il y ait une sorte de marche d'approche qui durait parfois jusqu'à vingt minutes, une sorte de mise en condition avant d'arriver sur le site et de se retrouver pour ce moment de partage convivial. Et ça a été assez fondateur. Les gens ont demandé à en voir plus, et c'est là qu'on a vraiment planché sur les premières randonnées.

Aujourd'hui, c'est devenu une pratique assez répandue. Il y a un vrai public et on part à cent, cent cinquante pour deux jours, on fait un bivouac... On a des gens qui viennent de partout, pas forcément intéressés par les questions urbaines, qui ont parfois juste envie de redécouvrir la ville ou qui sont dans des clubs de randonnée. Progressivement, on est arrivé à créer le Sentier des terres communes, et des refuges périurbains qui sont devenus des équipements, des outils de connaissance et de valorisation du territoire pour la métropole. L'idée était d'exploiter des situations périurbaines singulières, mais aussi que passer la nuit dans un de ces refuges puisse devenir un élément déclencheur pour aller marcher. Cela n'a pas fonctionné comme on l'avait imaginé. Les gens réservent les refuges pour la nuit, ils n'y vont pas après une journée de marche, mais après une journée de travail. C'est l'occasion de passer un moment insolite, un peu transgressif. C'est déjà illégal de dormir dans les parcs en France, on fait quelque chose d'inhabituel. C'est devenu quelque part des refuges à l'envers, on commence par la nuit et on revient plus tard pour la marche. C'est l'inverse de la montagne. Sentiers

et refuges forment un seul système qui fonctionne même si l'usage peut être différent de ce qu'on avait imaginé, et aujourd'hui on est vraiment dans l'optique de diffuser cette pratique. Contrairement à une marche en montagne où on traverse des milieux homogènes et parfois monotones, ici on a un effet « zapping » où l'environnement et l'ambiance peuvent changer radicalement tous les cinq cents mètres. On peut traverser une zone pavillonnaire où on entend des bruits domestiques, des bruits de tondeuse... Et puis on commence à rentrer dans une forêt et on n'entend plus rien, on a l'impression d'être loin de la ville. On continue de marcher et on entend une rumeur. On pourrait se dire que c'est une cascade au loin, et en fait c'est la rocade. Cela devient assourdissant, on ne peut plus se parler... C'est ce qui démarque la marche périurbaine des autres et la rend vraiment passionnante. On a tous les sens en éveil, et puis il n'y a rien de monotone, même si on peut trouver des paysages révoltants, on peut être en désaccord avec ce qu'on voit ou au contraire vivre un choc esthétique, dans un rapport contemplatif et poétique. Il y a plein de choses qui se mélangent dans ces longues marches : le désastre écologique qui pose la question des réseaux, des flux, la ville de la voiture, d'un point de vue social, la ville de l'individualisme, du capitalisme ou de la maison individuelle. Traverser toutes ces situations à pied, de manière calme permet aussi de s'interroger sur toutes ces réalités sans forcément sermonner. On n'est pas là pour ça mais pour apporter des clés de lecture à travers cet outil de la marche. Les gens ne sortent pas indemnes de ces marches.

AL : Dans quelles circonstances la rencontre à travers la marche est-elle impossible ?

YD : Il y a des lieux dans lesquels le dialogue est impossible. Je me suis fait agresser plusieurs fois, même dans des lotissements tout à fait ordinaires en apparence. C'est la forme urbaine qui est problématique. Dans un lotissement, on ne passe pas inaperçu, on constitue une menace

potentielle. Les lotissements ont rompu tous les liens. Ce sont des bombes à retardement, où il sera impossible de mettre en place une politique de la ville. C'est pour ça que dans les sentiers, il y a cette idée de recréer des continuités, casser les effets d'impasse, pour que les gens se disent que même dans leur lotissement où ils connaissent tout le monde, voir des randonneurs passer, c'est normal, là où l'on a généré de l'entre soi, de l'exclusion, de la ségrégation, toutes ces formes contemporaines de la vie. Les cités, ça s'incarne dans des formes mastodontes qui ne laissent pas de doute. Mais marcher en cité, c'est plus simple. Il y a du monde et, même si un troupeau de cent personnes ne passe pas inaperçu, on n'a jamais eu de problèmes. Les jeunes viennent nous voir et bombent le torse, mais quand ils voient qu'on est juste un groupe de randonneurs et qu'on ne fait que passer, ils se détendent, nous accompagnent et discutent avec nous. On n'est pas une menace pour eux. En cité il y a un contact social et une continuité de lien qui existe toujours.

AL : Marcher sur les sentiers périurbains, c'est créer du lien ?

YD : Le propos des sentiers, c'est de dire qu'il faut banaliser cette pratique, cet acte d'aller arpenter la ville, pas seulement la ville, mais aussi sa périphérie. Le paysage qu'on a sous les yeux ne rentre pas dans les canons, ni de la beauté patrimoniale d'un centre historique, ni de la beauté naturelle d'une montagne, par exemple. Mais on essaie de réduire cette distance. On ne vit le périurbain quasiment qu'à travers nos pare-brise. Et déjà en soi, marcher dans le périurbain, c'est quelque chose de transgressif. Parce que c'est dans un environnement qui a été dessiné pour la voiture et pas du tout pour le piéton. Passée la rocade, il n'y a plus de passage piéton nulle part, on considère que le piéton n'existe plus. Le fait d'être à pied, c'est un acte transgressif et le refuge permet de dormir légalement dans un espace public. Les refuges sont des œuvres activées par

un usage. Ce qui fait commun, c'est que c'est une aventure collective, qui permet de faire communauté sur un temps donné. On marche ensemble, on bivouaque ensemble, on mange ensemble, on monte les tentes... Ça fait aussi partie de l'aventure. Il y a plein de rencontres, notamment avec les habitants des zones traversées. On est dans cette forme de recherche du collectif, c'est comme ça qu'on propose

l'aventure et c'est ce qui attire les gens. Il y a aussi, dans cet acte de la marche, l'idée de relier des territoires fragmentés. Faire ces marches permet de concrètement créer ces moments et de relier tous ces espaces. Et on est dans des lieux où le vrai problème est le manque de liant et de liens. Finalement, une colonne de randonneurs agit comme une aiguille qui viendrait recoudre tous ces territoires.

RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIQUE

DETRAZ Y., *Zone Sweet Zone : la marche comme projet urbain*, WildProject, 2020. <https://bruitdufrigo.com/>